

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19329 - 75ÈME ANNÉE

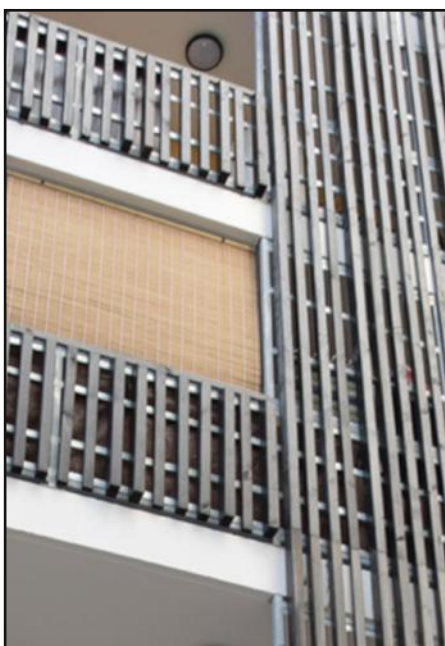
Action Logement et CDC-Habitat « partenaires » d'une stratégie

Logement : cas typique de néocolonialisme

Les conclusions de la Conférence du logement en Outre-mer éclairent sur la stratégie du gouvernement dans ce domaine à La Réunion. Elle repose notamment sur la prise de contrôle par des sociétés françaises des bailleurs sociaux réunionnais. Ainsi, les fonds mobilisés au titre de la LBU contribueront à créer des bénéficiaires qui seront ensuite rapatriés en France. C'est une illustration de la politique néocoloniale menée par la France à La Réunion.

Les conclusions de la Conférence du logement en Outre-mer ont été publiées ce mercredi 10 juillet. Sur le fond, elles ne remettent pas en cause le précédent Plan logement pour l'outre-mer, dont le volet réunionnais avait bénéficié en 2015 de la médiatique signature d'un Premier ministre en visite dans notre île. Ces conclusions préconisent de « Confirmer le bien fondé des grandes priorités du plan 2015-2020 et les décliner dans un plan d'action précis », car « ces principes directeurs ne sont pas remis en cause, mais ils doivent faire l'objet d'un plan d'action détaillé permettant de les atteindre et de mieux conjuguer objectifs quantitatifs et approche qualitative. C'est tout l'objet du plan logement 2019-2022, issu de la conférence logement ».

Sur le plan financier, « le Gouvernement se fixe pour objectif, sur le prochain triennal 2020-2021-2022, de revenir au dessus de 200 mil-



lions d'euros par an en exécution sur la Ligne Budgétaire Unique (LBU) consacrée au logement ».

Les bras armés de la stratégie du gouvernement

Reste à savoir qui seront les bénéficiaires de ces fonds. Les conclusions identifient pour le moment trois partenaires : l'ANRU, le Groupe Action Logement et CDC-Habitat. Si l'ANRU n'est pas un bailleur social à La Réunion, les deux autres partenaires ont pris le contrôle des deux plus importantes sociétés de HLM à La Réunion. Et le dossier de presse remis à l'issue de la présentation des conclusions de la Conférence

du logement en Outre-mer mettent l'accent sur ces deux sociétés françaises implantées à La Réunion :

« Le Groupe Action Logement a initié en janvier 2019 un Plan d'investissement volontaire en faveur du logement pour améliorer le parc privé (rénovation énergétique, adaptation à la dépendance, lutte contre l'habitat indigne), poursuivre la production et la réhabilitation du parc social, développer le logement intermédiaire. Des dispositifs sont mis en place au niveau national et qui pourront être adaptés aux territoires ultra marins. Une enveloppe dédiée de 1.5 milliard d'euros a été affectée aux problématiques spécifiques du logement dans ces territoires et d'ici la fin de l'année des appels à projets territorialisés seront lancés qui permettront de financer les projets dès le début de l'année 2020. »

SHLMR est une filiale d'Action Logement.

« CDC Habitat est entré en décembre 2017 dans le capital de six Sociétés Immobilières d'Outre-Mer (SIDOM). L'objectif est d'améliorer le pilotage des SIDOM et de poursuivre le développement de ces sociétés qui jouent un rôle important sur leur marché. Un an après son entrée dans le capital des SIDOM, CDC Habitat a relevé les objectifs qu'il s'était fixé : redresser les sociétés (Sur trois sociétés déficitaires à son arrivée, deux sont devenues bénéficiaires)

et relancer la production de logements neufs (+ 30 %, avec 2 500 logements en 2018). CDC Habitat estime les investissements à réaliser à 6 milliards d'euros sur les 10 prochaines années : 100 millions d'euros de travaux de réhabilitation par an et l'objectif de 3000 logements neufs construits par an (30 000 sur un horizon de 10 ans). »

La SIDR est une filiale de CDC Habitat.

SIDR et SHLMR filiales de groupes français

Il apparaît donc clairement que ces deux groupes français seront destinataires d'une grande partie des crédits du gouvernement à La Réunion, car SIDR et SHLMR sont les deux premiers bailleurs sociaux de notre île. Et leur part de marché risque encore d'augmenter car après avoir racheté les logements issus de la liquidation de la filiale immobilière du Groupe Apavou, CDC-Habitat lorgne sur la SEMADER. Pour l'acquisition réalisée

et celle projetée, 260 millions d'euros sont mis sur la table. Ce qui signifie que cet argent d'une filiale réunionnaise de la Caisse des dépôts ne servira pas à construire le moindre logement neuf.

Quant au financement de ces deux structures, les Réunionnais y contribuent. Action Logement est financé pour moitié par les cotisations des entreprises de plus de 20 salariés. CDC-Habitat est une émanation de la Caisse des dépôts et consignation qui centralise les dépôts des deux-tiers des Livret A, afin de financer le logement social. C'est le principal placement des Réunionnais, avec un taux d'intérêt réduit.

Le précédent de GERRI

Ces différents éléments sont différentes briques d'une stratégie qui n'est pas sans rappeler en son temps GERRI. Rappelons que GERRI avait été créé par le gouvernement pour chapeauter les projets liés à la marche vers l'autonomie énergétique qui était alors rendue

possible par la politique menée par la Région Réunion jusqu'en 2010. C'était la mainmise de Paris sur ce projet réunionnais. Et il est d'ailleurs révélateur qu'après que Didier Robert ait pris la présidence de la Région Réunion, GERRI a été dissous, car La Réunion ne pouvait plus alors ambitionner d'aller vers l'autonomie énergétique.

Dans le domaine du logement, des sociétés telles que Action Logement ou CDC-Habitat apparaissent comme le bras armé de la stratégie du gouvernement. Les deux sont des groupes français qui sont en position dominante à La Réunion. Ce qui signifie que les décisions importantes dans ce domaine se prennent à Paris et non plus dans notre île.

C'est une nouvelle illustration de la politique néocoloniale de la France à La Réunion.

M.M.

In kozman pou la rout

« Néna arien pou fèr avèk promès demoun kan lé bu »

Médam, Méisyé, la sosyété zot i koné kèl pli gran promès in moun bu i pé fé ? Biensir li pé promète ninport koué. Li pé mèm promète sak ou i vé li promète, mé lo pli gran promès moin la tandi in moun té pa tou sèl apré fé, sé dir : « Mi promète, mi boir pi ! Mi promète mi boir pi ! ». Mé élas Ménélas, mon kèr lé an filas moin la rarman vi in soular tienbo son promès. Pou kosa ? Pars zot i koné kan ou lé fine abityé avèk la boisson lé difisl s'an pasé. Pli pir, kan ou la fine rogout in pti pé, ou lé parti. Ou i komans par koz initil, aprésa kan ou i marsh ou i kont shomin. Talèr ou lé riskab kalbité shaviré é an plis ou i pèrd kontrol dsi ou mèm-self kontrol konm bann zanglé i di. Sépa si talèr i fé pa pète bataye dann son prop famiy. Alé ! Mi éstop tèrla é pou sak lé ankor tan arête vite avèk la boisson pars sa sé out pli mové z'énmi é pli danzéré ké ou i pans. Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Billet philosophique

Cultiver l'unité réunionnaise dans sa diversité



Élie Hoarau au kabar en hommage à Boris Gamaleya.

Tous les jours nous vivons à La Réunion l'expression des richesses des diverses cultures ancestrales héritées de 356 ans d'histoire du peuple réunionnais. Mais le trésor de la conscience réunionnaise n'est-il pas aussi dans les échanges et les liens quotidiens entre ces cultures afin de renforcer l'union de notre peuple pour son émancipation ? Voici 4 exemples de l'actualité qui illustrent concrètement ces atouts à cultiver.

Parlons d'abord du vibrant hommage rendu par de multiples personnalités culturelles et politiques le mardi 2 juillet à la médiathèque Mitterrand de Saint-Denis à Boris Gamaleya, qui « a été un acteur décisif de l'émancipation du peuple réunionnais et un défenseur infatigable de sa culture, de son histoire, de sa langue, et au service duquel il a mis tout son talent de poète et d'écrivain » selon la déclaration du PCR après son décès. À noter que parmi les organisateurs de ce kabar, en plus de Gérard Chopinet, adjoint au maire délégué à la culture, et de Michel Éthève, directeur de la média-

thèque, il y avait aussi le poète Patrice Truthardt, co-auteur avec le poète Idriss Issop-Banian et le chanteur Maximin Boyer du merveilleux "Hymne La Réunion" à faire connaître « pou nou viv dann in péi an dalonaz ».

Citons ensuite les atouts précieux pour notre santé physique et mentale présentés le 3 juillet à la médiathèque Héva de La Possession par le Dr Jobin J Madukkakuzhy, directeur médical en Inde, sur la médecine ayurvédique. Invité par l'écrivain réunionnais Éric Magamootoo (voir "L'olivier et le Coran, un message d'amour et de paix"), il a présenté avec talent à quel point « l'ayurveda est un cadeau pour l'humanité » car « il permet de prévenir et traiter les maladies grâce à un mode de vie particulier, un régime alimentaire approprié et des thérapies naturelles ».

« L'avenir de La Réunion »

Signalons aussi la belle conférence tenue le 4 juillet à la mairie de Saint-Denis par l'universitaire

Ramatoa Charlotte Rabesahala avec l'association Miaro (Nout Zanset Nout Fors) sur "Histoires croisées. La Réunion - Madagascar : héritages". Cette rencontre fut notamment l'occasion de rappeler tout ce que le peuple réunionnais doit au peuple frère malgache, né lui-même de divers pays de l'océan Indien et l'on peut citer par exemple les luttes des marones et marons contre l'esclavage (voir la toponymie de nos pitons, cirques et remparts, patrimoine de l'humanité), ainsi que la part de la langue et de la culture malgache en général dans la langue et la culture créole réunionnaise.

Dernier exemple de la culture de l'unité réunionnaise dans sa diversité : elle a pris une dimension politique lors du gala organisé par Philippe Yée-Chong-Tchi-Kan, membre du Comité central du PCR, le 5 juillet au restaurant "Chez Paul" à Savannah, sur le thème : "1959 - 2019 : Que représentent le PCR et son projet au bout de 60 ans ?". Plus d'une centaine de personnes de tout le pays ont participé à cette rencontre de solidarité, avec des responsables syndicaux, politiques et associatifs très différents, qui ont tous plaidé en faveur d'un rassemblement des Réunionnais sans exclusive pour « un projet global et cohérent fait par les Réunionnais et exécuté par les Réunionnais avec une assemblée territoriale dotée d'un fonds de développement », comme l'a dit Élie Hoarau ; et « cette flamme est l'avenir de La Réunion », a conclu le président du PCR.

Roger Orlu

Otè

Sipétadyé ! In pé d'réspé don kant mèm !

La poin lontan-in somenn par la - moin lété apré rogard match fotbal la Can. Madagascar lété apré zoué kont La républik kongo. Toudinkou, ala in n'afèr moin la vi dann tribine laba dann l'egypt é la étone amoin in pé : in ga avèk in drapo konm nout tout la fine oir in pé partou lété dann tribine é li téi port drapo-la avèk fyèrté : drapo la lété rouz blé zone. Moin la di dann mon kèr : ala in drapo la fine sote la mèr. Ala in drapo i komans voyazé. Biensir, mi koné konm zot, néna in polémik dsi la késtyonn drapo mé final man sé lo pèp la Rényon va désidé kèl drapo va roprézant La Rényon épi pétète kèl l'ime va akonpagn ali.

Mé oila ké dann la matiné mèm, mi pass koté in gran l'afish é sak mi oi, in pé plis, té kapab fé rtonm amoin a la ranvèrs. Ronm sharète lakapar lo drapo an késtyon pou fé la piblisté pou lo boisson. Médam, Métyé, la sosyété, mi koné pa si zot réaksyon lé konm la myène, mé moin la pa aprésyé piblisité-la. Dabor pars d'aprè sak mi pans i pé pa fèr la piblisité pou l'alkol konmsa, épizapré pars néna kant mèm in konba bann zasosyasyon l'aprè améné, pou fé arète demoun boir lalkol de tro.

Astèr si lo mark boisson la tiliz lo drapo la pa pou arien : sinploman pou ansèrv in santiman fyèrté néna shé désèrtin rényoné pou fé vann lalkol-la... Talèr lé riskab dir, pou sov nout kann, boir nout ronm mé in foi anplis mi di épi mi rodi néna in kantité produi i pé fé avèk kann é pa solman dosik avèk lo ronm. Alors si ni sov nout plantasyon la pa dsi lo ronm nou doi bazé... Arzout èk sa, in késtyon mi vé pozé : sak la désid sa, li pé dir amoin si in drapo nasyonnal i pé ète marké par in boisson alkolik. Si drapo fransé i pé port la piblisité pou dovin, drapo lékoss la piblisité pou whisky, drapo riuss la vodka, étsétéra, étsétéra, la ké lo ra.

Réspé na pi don ? Mi oi pa ziska ousa lé shoz i pé alé ? Na in n'ot késtyon mi poz é pétète in pé va trouv mi dépass lé borne mé di amoin si tout moiyin lé bon pou fatig la moral lo pèp rényoné, pou abate son kapasité d'rézistans par lalkol. Mé zami, mi pans i fo pa ni lèss banna fé sak zot l'aprè fé. Sa la pa in bon n'afèr pou nout pèp rényoné é la pa in bone afèr pou La Rényon.

Justin